

Le libertaire

Rédaction : PIERRE MUALDES
Administration : PIERRE ODEON
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : Odeon 950-32 Paris)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

On tue en Chine !
On tuera demain en Albanie ou en Yougo-Slavie !

Si le prolétariat laisse faire les gouvernements fascistes et autres, les nations dites civilisées s'enrageront dans un avenir très rapproché.

CONTRE LA GUERRE, CONTRE TOUTES LES GUERRES, PRÉPARONS NOTRE MOBILISATION GÉNÉRALE.

La Chambre des mises en accusation se fera-t-elle la complice de la police ?

M. BARTHOU A DONC MENTI

Répondant — voilà plus de trois mois, du haut de la tribune de la Chambre des députés — à une question du parlementaire Ushu, M. Barthou — ministre de la Justice — affirma que l'extradition d'Ascaso, de Durutti et de Jover avait été nettement refusée à l'Espagne. Nous n'avons point une excessive confiance dans les paroles et les promesses gouvernementales, mais nous fûmes quand même douloureusement surpris — hier matin — lorsque nous entendîmes le président de la Chambre des mises en accusation relever à la charge d'Ascaso et de Durutti, une demande d'extradition formulée par Primo de Rivera et les interroger à ce propos.

Nous apercevons bien la ficelle de cette tactique : ainsi la cour de justice aurait l'air de se donner le « beau » rôle en refusant à l'Espagne dictoriale ce qu'elle s'empresserait d'accorder à l'Argentine république.

La ruse est évidente, Barthou devra donner des ordres à sa chancellerie afin que soit retirée du débat la demande de l'Espagne devenue caduque de par ses déclarations de Ministre et ses promesses.

La séance de mardi à la Chambre des mises en accusation a été, pour ainsi dire, de pure forme ; d'abord parce que les accusés ne subirent qu'un interrogatoire d'identité, ensuite parce que deux des avocats, ayant pu être là, avaient demandé une remise de l'affaire à quinzaine.

Nous gardons, toutefois, de cette courte séance l'impression que le président de ce tribunal — tout au moins — a le vif désir d'aider la police argentine dans l'accomplissement de sa triste besogne.

Le laissera-t-on faire jusqu'au bout ?

LES POLICES PRISES EN FLAGRANT DÉLIT

Si nous avions encore besoin d'une preuve de la faiblesse du dossier argentin, nous la trouvions dans les procédures policières. Un complot n'est pas par eux imaginé dans l'intention de perdre, dans l'opinion publique, Ascaso, Durutti, Jover.

Ces trois camarades tentant de s'évader la veille de leur procès n'étaient point l'aveu — signé par eux — de leur culpabilité?

Nous avons pu parer à ce mauvais coup et voici ce que le Comité de Défense du Droit d'Asile a fait publier dans la presse :

La presse française annonçait vendredi dernier, sous la foi d'une information, que la police avait découvert un complot préparé par des amis d'Ascaso, de Durutti et de Jover, en vue d'une évasion des trois prisonniers.

Nous sommes en mesure d'affirmer,

après une enquête sérieuse, qu'aucun ami des trois libertaires espagnols n'a été, de près ou de loin, mêlé à ce présumé complot, qui paraît bien avoir été forgé pour influencer défavorablement la Chambre des mises en accusation, à la veille de la comparution devant elle d'Ascaso, de Durutti et de Jover.

En effet, ces trois hommes sont appelés à comparaître mardi devant cette juridiction, où ils seront défendus par M^e Henri Berthon, Henry Torres et Henry Guernut.

Nous dénonçons donc, à l'opinion publique, cette grossière manœuvre et nous protestons contre ce bas procédé utilisé, en dernière heure, dans le but de dicter à la Chambre des mises en accusation une décision que le dossier à « charge » du Gouvernement argentin ne légitime point.

Il est équitable de reconnaître que le Gouvernement de « la Commune » était composé des éléments les plus divers et que, exception faite d'une petite minorité, représentant le Blanquisme et l'esprit de l'Internationale des Travailleurs, les membres de ce Gouvernement étaient imbûs des principes d'Autorité et de Propriété et, au surplus, n'avaient aucun programme s'inspirant d'une idée maîtresse, d'une Doctrine directrice.

Pour tout dire, les chefs de « la Commune » : tous d'un patriotisme ardent, la plupart foncièrement républicains et quelques-uns seulement socialistes, n'eurent pas conscience de ce qu'ils auraient dû faire pour tenir tête à la racaille gouvernementale qui, de Versailles, commandait à la France entière, après avoir eu soin d'isoler Paris.

D'une part, les insurgés du 18 mars perdirent un temps précieux au jeu périlleux d'élections régulières, alors qu'ils auraient dû organiser, sans perdre un jour, la vie économique de la Capitale dont la population était déjà éprouvée par les rigueurs d'un siège prolongé.

D'autre part, ils auraient dû mettre la main sur le trésor enfermé dans les caves et les coffres de la Banque de France, confisquer les biens mobiliers et immobiliers des rentiers, propriétaires, industriels, commerçants et autres parasites et cette confiscation eût été d'autant plus facile, que la plupart de ces parasites, cédant à une frousse intense, avaient fui précipitamment Paris tombé au pouvoir des insurgés.

Ils auraient dû, enfin, répondre coup pour coup aux attaques des Versaillais, tenter l'impossible pour briser le cercle infernal dans lequel Thiers s'efforçait de les emprisonner, prendre et appliquer des mesures propres à semer la panique dans les rangs de la réaction versaillaise et à faire naître l'enthousiasme et la confiance dans la conscience des déshérités.

Malgré ses erreurs et ses fautes, « la Commune » a laissé dans l'histoire révolutionnaire de l'humanité une page immense, pleine de promesses et d'enseignements.

Diverses décisions et plusieurs tentatives sont remarquables et à refaire tant en raison patriotes estimant honteuse ; enfin, il était visible que le Gouvernement à la tête duquel était l'exécutable Thiers, ancien ministre de la monarchie de juillet, intriguait pour restaurer l'Empire, qui, le 4 septembre 1870, s'était écroulé sous le mépris public.

C'est dans ces conditions que Thiers, chef du pouvoir exécutif, résolut et donna l'ordre de désarmer ce Peuple de Paris qui paraissait déterminé à défendre la République et dont l'irritation n'était pas sans lui inspirer de vives inquiétudes.

L'ordre fut donné de reprendre à la Garde Nationale les quelques canons qu'elle avait encore sur la butte Montmartre. Cet ordre mit le feu aux poudres en portant à l'exaspération le mécontentement populaire. Le 18 mars, un combat s'engagea entre la Garde Nationale et les troupes régulières. Pris de peur, le Gouvernement quitta Paris et se réfugia à Versailles, emmenant avec lui les troupes régulières et se plaçant sous la protection de celles-ci. Aussitôt, le Comité central de la Garde Nationale proclama l'indépendance de la Commune de Paris et lança une proclamation invitant les autres villes de France à en faire autant.

Le 26 mars, le Gouvernement de la Commune fut élu et décida de soutenir contre le Gouvernement réulant à Versailles, une lutte sans merci.

De son côté, le Gouvernement de Versailles prit ses dispositions pour étouffer l'insurrection. Tout d'abord, il sollicita et obtint de l'état-major prussien l'autorisation de porter à cent mille hommes, puis à deux cent cinquante mille, ses effectifs militaires. Et, à partir du 2 avril, les hostilités commencèrent et se poursuivirent, entre Paris et Versailles. Malgré un hérosisme vraiment incomparable, les troupes parisiennes ne cessèrent d'être défaites et décimées.

Le 21 mai, l'armée de Versailles entra dans Paris, grâce à la trahison. Quartier par quartier, rue par rue, et, on peut le dire, métro Carré par métro Carré de terrain, les Fédérés résistèrent à l'envahissement. Mais écrasés par le nombre, l'outillage de guerre et les forces qui leur étaient opposées, ils furent vaincus, en dépit d'une vaillance extraordinaire et d'un combat grandiose.

Ce fut, de la part des vainqueurs, le point de départ de la répression la plus atroce, la plus implacable qu'eût été enregistrée dans l'histoire. Les documents officiels accusent

trente-cinq mille personnes fusillées sommairement. Des enfants, des femmes, des vieillards, furent sauvagement maltraités, sans interrogatoire, sur un simple soupçon, une dénonciation, une parole, un geste, un regard, pour l'abominable satisfaction de faire couler le sang, d'exterminer une race de révoltés et de servir d'exemple. Ce fut une incroyable orgie de meurtre, dont on ne peut, sans frémir, lire le récit.

Telle est résumée dans ses grandes lignes, l'histoire de « la Commune ».

L'opinion la plus répandue et qu'ont tenté d'accréditer les historiens bourgeois du Mouvement Communiste de mars-mai 1871, c'est que cette Insurrection a succombé sous le poids de ses propres excès.

De toutes les appréciations auxquelles puisse donner lieu « la Commune », celle-ci est la plus répandue et la plus inadmissible. Non ! Bien loin que ce soit de ce qu'il fit, au contraire, de ses timidités, de sa modération, de son manque de résolution, de fermeté et d'austérité que « la Commune » est morte.

Le Gouvernement de « la Commune » voulut être un gouvernement comme tous les autres : légal, régulier, respectant lui-même et forcant le peuple à respecter les institutions établies. Il fit de la générosité, de l'humanitarisme, de la probité. C'est ainsi qu'il fit porter à Versailles, c'est-à-dire chez l'ennemi, sous escorte imposante, l'argent de la Banque de France. C'est ainsi qu'il manifesta, en toutes circonstances, un respect imaginatif de la Propriété et de tous les privilégiés capitalistes. Il se flattait de rassurer par cette attitude, le Gouvernement de Versailles et de l'amener de la sorte à complicité.

Il est équitable de reconnaître que le Gouvernement de « la Commune » était composé des éléments les plus divers et que, exception faite d'une petite minorité, représentant le Blanquisme et l'esprit de l'Internationale des Travailleurs, les membres de ce Gouvernement étaient imbûs des principes d'Autorité et de Propriété et, au surplus, n'avaient aucun programme s'inspirant d'une idée maîtresse, d'une Doctrine directrice.

Pour tout dire, les chefs de « la Commune » : tous d'un patriotisme ardent, la plupart foncièrement républicains et quelques-uns seulement socialistes, n'eurent pas conscience de ce qu'ils auraient dû faire pour tenir tête à la racaille gouvernementale qui, de Versailles, commandait à la France entière, après avoir eu soin d'isoler Paris.

D'une part, les insurgés du 18 mars perdirent un temps précieux au jeu périlleux d'élections régulières, alors qu'ils auraient dû organiser, sans perdre un jour, la vie économique de la Capitale dont la population était déjà éprouvée par les rigueurs d'un siège prolongé.

D'autre part, ils auraient dû mettre la main sur le trésor enfermé dans les caves et les coffres de la Banque de France, confisquer les biens mobiliers et immobiliers des rentiers, propriétaires, industriels, commerçants et autres parasites et cette confiscation eût été d'autant plus facile, que la plupart de ces parasites, cédant à une frousse intense, avaient fui précipitamment Paris tombé au pouvoir des insurgés.

Ils auraient dû, enfin, répondre coup pour coup aux attaques des Versaillais, tenter l'impossible pour briser le cercle infernal dans lequel Thiers s'efforçait de les emprisonner, prendre et appliquer des mesures propres à semer la panique dans les rangs de la réaction versaillaise et à faire naître l'enthousiasme et la confiance dans la conscience des déshérités.

Malgré ses erreurs et ses fautes, « la Commune » a laissé dans l'histoire révolutionnaire de l'humanité une page immense, pleine de promesses et d'enseignements.

Diverses décisions et plusieurs tentatives sont remarquables et à refaire tant en raison

de la pensée qui les a inspirées que des indications qu'on en peut tirer.

Je citerai deux de ces tentatives, empreintes d'un caractère révolutionnaire.

La première est du 20 mars 1871 : c'est l'acte par lequel Paris s'affirme commune libre et convie les autres villes de France à se constituer, elles aussi, en communautés indépendantes. Il faut voir là un premier jalon de la Révolution future : l'abolition de l'Etat centralisateur et omnipotent, la Commune devenant la base de l'organisation féodale qui substituent au centralisme d'Etat.

La seconde est du 16 avril. C'est un décret dont voici le texte : « Considérant qu'une grande quantité d'ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigeaient, afin d'échapper aux obligations civiques, sans tenir compte des intérêts des travailleurs, et que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs compris, la Commune » décrète que les Chambres syndicales ouvrières dresseront une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire des instruments de travail qu'ils renferment, afin de connaître les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs qui y sont employés. »

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excès de timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu la lâcheté d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modeste, si timide qu'en trouve et qu'il soit

— il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excès de timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu la lâcheté d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modeste, si timide qu'en trouve et qu'il soit

— il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excès de timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu la lâcheté d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modeste, si timide qu'en trouve et qu'il soit

— il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excès de timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu la lâcheté d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modeste, si timide qu'en trouve et qu'il soit

— il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excès de timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu la lâcheté d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modeste, si timide qu'en trouve et qu'il soit

— il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excès de timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu la lâcheté d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modeste, si timide qu'en trouve et qu'il soit

— il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

</

La guerre qui vient

Dans les premiers jours de février, sous le titre : « Locarno et son esprit », la feuille aux ordres du parti fasciste, sorte de Moniteur de l'empereur Mussolini publiait ceci : « De ce qu'il advient dans cette vieille Europe, surtout dans le pays des immortels principes, il est facile de déduire que l'esprit de Locarno est en train de s'évaporer à une vitesse impressionnante ; d'ici peu, de tout ce qui a paru, à un certain moment, être un vigoureux elixir de paix, il ne restera que l'étiquette. La réalité de « après Locarno » est la suivante : La France se prépare à dépenser sept milliards pour l'armée, deux milliards pour la marine, dix milliards pour l'aviation. Le locarniste Paul Boncour, le multimilliardaire socialiste déclare : « Nous armons la Nation afin qu'elle puisse vivre en paix, sans inquiétude. » Mais cela, c'est le vieux dictum : Svis pacem, para bellum ». Dans un but aisé à deviner, pendant que toutes les nations, même les plus petites s'arment fièreusement, les feuilles de la démocratie internationale dressent des actes d'accusation contre le militarisme fasciste qui ne dépense même pas la 20^e partie de ce que les autres pays consacrent à leur défense militaire.

Ainsi, un organe soi-disant sérieux, Le Temps, reproduit les fantaisies idiotes du Référée. L'Italie fasciste revendique le droit de s'armer « modiquement pour pouvoir vivre en paix, sans inquiétude ! »

Loin de nous, la pensée de prendre la défense de l'esprit de Locarno et du député Paul Boncour, car nous ne pouvons croire au désir de paix des gouvernements bourgeois ou de tout gouvernement, parce qu'ils ont tous besoin d'une période de paix plus ou moins longue, afin de préparer de nouvelles guerres. Même, en admettant la sincérité d'un tel désir, les mises en garde réciproques, les ambitions, les égoïsmes, les nécessités de la concurrence commerciale, l'expansionnisme colonial, économique et politique, rendent cette sincérité assez relative.

Nous ne voulons pas prendre la défense de Paul Boncour dont les millions sont là pour justifier son patriotisme comme nous sommes loin de croire qu'il soit possible de préparer la véritable paix sans la révolution sociale.

Au contraire, comme en 1914-15, nous croyons que pour combattre efficacement la folie militaire, il n'est pas nécessaire de faire la même folie. La guerre contre la guerre est une absurdité. Contre la guerre, il n'y a que la révolution portée en dehors des frontières et sans la préoccupation bolchevique. Mais, étant donné que nous ne pouvons pas prendre la défense de l'esprit de Locarno ni celle de Boncour, nous ne pouvons admettre non plus que le fascisme ironise sur l'esprit locarnien et sur le citoyen millionnaire, auteur de la nation armée, c'est-à-dire de la guerre en permanence.

Le vieil aphorisme romain « si vis pacem, para bellum » est une diversion, car les Romains ont toujours été disposés à faire la guerre pour élargir leur domination républicaine et impériale et surtout pour s'enrichir d'or, d'esclaves, de matériels, etc.

Rome vivait oisivement sur le dos de tous les pays dominés, et elle est morte d'indigestion. Si Rome faisait des concessions aux plus proches de ses vaincus, c'était toujours au détriment des vaincus plus éloignés qu'elle exploitait par ses consuls, gouverneurs et préfets, de sorte qu'elle s'armait toujours pour mieux exploiter les peuples qu'elle dominait.

Cette illustration du : « si vis pacem para bellum », nous la dédions au citoyen Boncour et même au rédacteur de la feuille d'ordres du Parti fasciste qui pourrait bien être Mussolini lui-même, ironiste imprudent et superficiel.

La feuille d'ordres du Parti fasciste dit que toutes les nations, même les plus petites, s'arment fièreusement. C'est naturel, car chaque guerre prépare une autre guerre. Les démocraties ont, dans cette course aux armements, les plus graves responsabilités, ainsi que les gouvernements conservateurs et bolchevique (aspirant à une Russie plus grande), mais le fascisme est au moins trois fois plus coupable.

La feuille d'ordres du Parti fasciste italien, ou mieux, de Mussolini, qualifie d'idiotie la note du Référée sur l'activité et l'accroissement de la préparation guerrière de l'Italie depuis quelques années et affirme que l'Italie se prépare modiquement à la guerre pour vivre en paix. On peut donc en déduire que le fascisme s'arme parce qu'il y est obligé !

Il y a quelques mois, le fascisme concentrait, à la frontière franco-italienne, ses troupes, légions, chars d'assaut et cette concentration était organisée et disposée pour une invasion, en réponse à la provocation d'un soi-disant attentat contre le Duce organisé en France avec l'argent du fascisme lui-même.

Le coup de main sur l'Anatolie en vue de réaliser l'épopée napoléonienne annoncée se serait produit si l'Angleterre, malgré son marchandise, n'avait pas obtenu satisfaction de la Turquie.

Toutes les nations se préparent à la guerre, mais les démonstrations belliques se font surtout en Italie. On a parlé d'aide à l'Angleterre en Chine, mais à la Galerie de Milan, i tabbia ne réclamaient pas Shanghai, mais Nice, Malte, etc.

La Suisse, dans le territoire de laquelle on travaille à la fabrication du matériel de guerre pour l'Italie, a, tout dernièrement, manifesté ses craintes à l'égard du fascisme.

La politique extérieure italienne tend à faire revivre la question balkanique et suit la politique allemande contre la France. Et le fascisme déclare qu'il veut vivre en paix !

Avec l'argent de l'Amérique du Nord, le fascisme a acheté une position stratégique en Albanie. Et il ironise sur l'esprit de Locarno !

Tout cela, c'est la guerre. Le fascisme fait tout ce qu'il peut pour déclencher des événements qui la rendraient inévitable, pour empêcher que tout problème puisse être résolu autrement que par elle.

L'empire romain, la plus grande Italie, la surpopulation sont des prétextes, car, pour le fascisme, la guerre est une ques-

tion de vie ou de mort. Dans la guerre seulement, il espère faire oublier sa folie criminelle. Victorieux, il fortifie sa puissance ; vaincu, il laisse les autres dans une impasse.

La guerre est imminente et ce n'est pas doux. Mais c'est le prolétariat qui, pourtant, en fera les frais, qui s'en préoccupera le moins.

On dit qu'il y a de fortes internationales syndicales et politiques, mais elles sont trop occupées par leurs rivalités, quand elles ne font pas le jeu des pays par lesquels elles sont influencées.

Quand l'action est urgente, les partis socialistes font de la rhétorique. Quand la guerre éclatera, ils diront comme en 1914-1915 : « Nous avons été surpris par les événements ! »

Et les anarchistes ?

Leurs petites polémiques sont plus intéressantes ! La guerre vient, le fascisme la réclame tout de suite. Que cette menace nous fasse nous ressasser et que nous soyons prêts à agir en temps utile.

G. DAMIANI.

Les dilettantes à l'assaut de la "plate-forme"

Quel pavé ! mes amis, quel pavé ! Il y a longtemps que snobs et dilettantes n'avaient rien à se mettre « sous la dent ». Voilà de la « pâtie ». Allez-y, messieurs !..

Tout le monde s'en mêle. Jusqu'au « directeur du bureau international du sexisme révolutionnaire (section de la camaraderie amoureuse) qui dépose son petit « caca » — comme dirait le camarade Maldent — d'autres encore, des antisociétaires-coopérateurs (?) puis des « momies » pas encore sévrées, mais qui veulent faire figure de « chef d'école », font dans leurs « petits canards » de nombreux articles sur ce sujet.

« L'étonnant impuissant » qui préside aux destinées de « l'en-dedans » se fâche, menace même à « N'ayez pas peur, camarades, il n'est pas terrible ». Croyant « assommer » les anarchistes-communistes, il raconte qu'à la colonie d'Aiglemont on réglait les litiges à coups de revolver. Et après ? Qu'est-ce que ça prouve ? Je me permets de rappeler à « l'amoureux platonien » qu'il y a dix-sept ans, là-haut, sur la butte, rue du Chevalier-de-la-Barre, de pure individualistes se disputèrent également à coups de revolver le journal laissé par Liberdad après sa mort. Résultat : il y eut un tué et les travailleurs forcés pour d'autres. Cela n'a pas empêché le « passionné » en question de devenir, trois ans plus tard, « directeur » du même organe.

Maintenant, laissons les « rigolos » tranquilles et passons aux choses sérieuses.

Rellement, la plateforme aura servi à quelque chose, ne serait-ce que pour « forcer », à s'affirmer ceux qui sont toujours « entre deux eaux » ; ceux qui ne se prononcent jamais ; en un mot ceux qui cherchent d'abord à savoir d'où vient le vent avant de prendre une position nette.

C'est mon camarade Maldent qui ouvre le feu.

Un titre « flamboyant » : Bolchevisation de l'anarchie ! Il n'a pas changé, le « bougre » ; style aussi clair, aussi précis qu'il y a quinze ans. Dame ! on est intellectuel ou on n'est pas.

C'est pour cela, probablement, que, du haut de sa « tour d'ivoire », il « charrie » maladroitement et méchamment les « saintes écritures ». Pauprères camarades Russes, il y a moins de belles phrases certainement dans votre plateforme, mais, au moins, vous proposez quelque chose, « vous n'êtes pas dans les nues ». Mon camarade Maldent était comme vous il y a une quinzaine d'années. C'était aussi un « terre à terre ». Son « style » n'a pas changé. Mais sa conception pratique de l'organisation anarchiste alors ! quel volte-face ! A cette époque déjà lointaine, le Libertaire ne lui suffisait pas et, avec quelques « ouvréries » notoires, il créa un autre organe, le « Réveil Anarchiste Ouvrier ». Ce journal fit du bon travail par la propagande d'action révolutionnaire qu'il propageait dans les milieux ouvriers. Et les militants communistes-anarchistes — partisans de l'organisation à outrance — qui y collaboraient, payèrent largement de leurs personnes pour leurs activités personnelles.

J'alais oublier de dire que l'on y mangeait également beaucoup d'individualisme.

Il paraît qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas. Or, comme mon ami Maldent n'en est pas un, il a changé.

Mais qu'apporte-t-il à la place ? Car la critique, c'est très joli, mais cela ne suffit pas. Je sais que les anarchistes sont des « démolisseurs », mais je pense également que l'anarchisme doit avoir son côté pratique, c'est-à-dire la partie constructive. Mais ça, c'est une autre histoire, et Maldent s'en balance totalement.

En relisant son article contre la plateforme, j'y trouve des arguments « enfants » et des énormités comme celle-ci : « En d'autres termes, pour ceux-là « les plateformistes », ce qui importe, c'est de lever une armée dont les cadres sont déjà tout préparés ». Mais bien sûr, mon vieux Maldent, d'ailleurs voici la composition de l'état-major : Sébastien Faure sera naturellement généralissime, Lecoin dirigera les grandes « manœuvres ». Et toi, tu seras chargé des... 75. Ça te va ? Ah ! non, vraiment ! il faudra chercher d'autres arguments. Il écrit encore : « Les anarchistes de ce pays possèdent déjà leur organisation » et que « si des efforts doivent être faits pour la perfectionner, ce doit être dans le sens d'une plus grande souplesse. » Tu veux rire ! groupe électique, de la « souplesse » qui permettra à de nouveaux « acrobates » de pénétrer dans notre mouvement ? Ah non ! il y en a déjà eu assez comme ça. Devantage de « souplesse » ? Ce sont des beaux jours en perspective pour les danseurs de corde.

Pour ma part, anarchiste-communiste, je suis pour une organisation homogène. C'est-à-dire que je ne veux me grouper au

point de vue anarchiste qu'avec ceux qui sont entièrement d'accord avec moi au point de vue de la doctrine. Et je ne pense pas que l'on puisse me taxer d'autoritarisme pour cela.

Je suis entièrement libre de choisir mes « associés ». Mieux, je dirai même que, pour la besogne gigantesque que les anarchistes mènent contre le vieux monde et ses préjugés, je dis qu'il y a nécessité d'être en accord complet et sur la doctrine et sur les méthodes d'action.

De cette façon, on ne verra plus trois orateurs se réclamant de l'anarchie, traitant le même sujet et disant le contraire les uns des autres. Alors peut-être que les travailleurs, voyant que nous savons où nous allons, s'intéresseront davantage à nos idées.

Bernard André et l'ami Odilon ont également polémiqué sur la Plateforme. Ils se sont « bombardé » à coups de « révolution française ». J'espère qu'ils ne veulent pas la prendre comme exemple pour la chaîne. Ils se sont « balancé » des Dumouriez et des Kellerman à la figure pour justifier ou non la nécessité de « l'armée noire ». Eh bien ! mes amis, ne vous en faites pas, la révolution faite, la nécessité de la défendre nous mettra bien tous d'accord. Mais je vous préviens que ce n'est pas à « coup de philosophie » que nous la sauverons. Il faudra que les fusils s'en mêlent.

Mais comment appellerez-vous ces « bandes » de travailleurs luttant les armes à la main pour empêcher le retour du passé ? Armée noire ? groupe insurrectionnel ? etc. Pour ma part, cela m'est égal, ce qui m'intéresse c'est le but.

Il y a permis nous quelques « techniciens » qui pourront certainement nous donner des « conseils » utiles et même, à l'occasion, « diriger » certains « travaux » sans pour cela ressembler à des générations modernes. En attendant, à nous anarchistes-communistes de nous mettre d'accord sur un programme social clair et précis pour que disparaît définitivement de notre organisation la confusion actuelle.

Pierre LE MEILLOUR.

Pro domo mea

Je lis dans l'article : *La discussion nécessaire et ses conséquences*, signé : Maxime Ranko, le passage que voici (*Le Libertaire*, n° 102) :

« Les exagérations (de la « Plateforme » du groupe russe) proviennent souvent de la mauvaise adaptation du texte russe en français. C'est plutôt la faute des traducteurs, que de la « Plateforme » russe. »

Je ne veux pas refuser de reconnaître à ce genre d'argumentation certains avantages : il est amusant, il est facile et, en même temps, il est foudroyant : il désarme les adversaires. En effet, désormais, lorsque tel ou tel autre camarade aura découvert dans la « Plateforme » quelque chose d'indigeste, il n'aura plus qu'à se dire : « Bah ! c'est la faute des traducteurs ! Laissons-les de côté, et adoptons la plateforme en toute confiance ». C'est tout à fait gentil, n'est-ce pas ?

Hélas ! à part ces avantages, le procédé en question présente aussi quelques inconvénients.

D'abord, voici que, désormais, tout camarade prêt à formuler quelques objections, hésitera de le faire se disant : « A quoi bon m'y engager, puisqu'il ne s'y agit, peut-être, d'une mauvaise traduction ? » La discussion en sera considérablement enrayer.

Mais c'est surtout un autre inconvénient qui me préoccupe ici. C'est que « les traducteurs » peuvent bien ne pas « se laisser faire ». Et c'est précisément ce qui se passe cette fois.

Plusieurs camarades (dont, certainement, Maxime Ranko) savent, ou peuvent apprendre, que, du haut de sa « tour d'ivoire », il « charrie » maladroitement et méchamment les « saintes écritures ». Pauprères camarades Russes, il y a moins de belles phrases certainement dans votre plateforme, mais, au moins, vous proposez quelque chose, « vous n'êtes pas dans les nues ». Mon camarade Maldent était comme vous il y a une quinzaine d'années. C'était aussi un « terre à terre ». Son « style » n'a pas changé. Mais sa conception pratique de l'organisation anarchiste alors ! quel volte-face ! A cette époque déjà lointaine, le Libertaire ne lui suffisait pas et, avec quelques « ouvréries » notoires, il créa un autre organe, le « Réveil Anarchiste Ouvrier ». Ce journal fit du bon travail par la propagande d'action révolutionnaire qu'il propageait dans les milieux ouvriers. Et les militants communistes-anarchistes — partisans de l'organisation à outrance — qui y collaboraient, payèrent largement de leurs personnes pour leurs activités personnelles.

C'est pour cela, probablement, que, du haut de sa « tour d'ivoire », il « charrie » maladroitement et méchamment les « saintes écritures ». Pauprères camarades Russes, il y a moins de belles phrases certainement dans votre plateforme, mais, au moins, vous proposez quelque chose, « vous n'êtes pas dans les nues ». Mon camarade Maldent était comme vous il y a une quinzaine d'années. C'était aussi un « terre à terre ». Son « style » n'a pas changé. Mais sa conception pratique de l'organisation anarchiste alors ! quel volte-face ! A cette époque déjà lointaine, le Libertaire ne lui suffisait pas et, avec quelques « ouvréries » notoires, il créa un autre organe, le « Réveil Anarchiste Ouvrier ». Ce journal fit du bon travail par la propagande d'action révolutionnaire qu'il propageait dans les milieux ouvriers. Et les militants communistes-anarchistes — partisans de l'organisation à outrance — qui y collaboraient, payèrent largement de leurs personnes pour leurs activités personnelles.

J'alais oublier de dire que l'on y mangeait également beaucoup d'individualisme.

Il paraît qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas. Or, comme mon ami Maldent n'en est pas un, il a changé.

Mais qu'apporte-t-il à la place ? Car la critique, c'est très joli, mais cela ne suffit pas. Je sais que les anarchistes sont des « démolisseurs », mais je pense également que l'anarchisme doit avoir son côté pratique. Mais ça, c'est une autre histoire, et Maldent s'en balance totalement.

En relisant son article contre la plateforme, j'y trouve des arguments « enfants » et des énormités comme celle-ci : « En d'autres termes, pour ceux-là « les plateformistes », ce qui importe, c'est de lever une armée dont les cadres sont déjà tout préparés ». Mais bien sûr, mon vieux Maldent, d'ailleurs voici la composition de l'état-major : Sébastien Faure sera naturellement généralissime, Lecoin dirigera les grandes « manœuvres ». Et toi, tu seras chargé des... 75. Ça te va ? Ah ! non, vraiment ! il faudra chercher d'autres arguments. Il écrit encore : « Les anarchistes de ce pays possèdent déjà leur organisation » et que « si des efforts doivent être faits pour la perfectionner, ce doit être dans le sens d'une plus grande souplesse. » Tu veux rire ! groupe électique, de la « souplesse » qui permettra à de nouveaux « acrobates » de pénétrer dans notre mouvement ? Ah non ! il y en a déjà eu assez comme ça. Devantage de « souplesse » ? Ce sont des beaux jours en perspective pour les danseurs de corde.

Pour ma part, anarchiste-communiste, je suis pour une organisation homogène.

C'est-à-dire que je ne veux me grouper au

point de vue anarchiste qu'avec ceux qui sont entièrement d'accord avec moi au point de vue de la doctrine. Et je ne pense pas que l'on puisse me taxer d'autoritarisme pour cela.

Je suis entièrement libre de choisir mes « associés ». Mieux, je dirai même que, pour la besogne gigantesque que les anarchistes mènent contre le vieux monde et ses préjugés, je dis qu'il y a nécessité d'être en accord complet et sur la doctrine et sur les méthodes d'action.

De cette façon, on ne verra plus trois orateurs se réclamant de l'anarchie, traitant le même sujet et disant le contraire les uns des autres. Alors peut-être que les travailleurs, voyant que nous savons où nous allons, s'intéresseront davantage à nos idées.

Bernard André et l'ami Odilon ont également polémiqué sur la Plateforme. Ils se sont « bombardé » à coups de « révolution française ». J'espère qu'ils ne veulent pas la prendre comme exemple pour la chaîne. Ils se sont « balancé » des Dumouriez et des Kellerman à la figure pour justifier ou non la nécessité de « l'armée noire ». Eh bien ! mes amis, ne vous en faites pas, la révolution faite, la nécessité de la défendre nous mettra bien tous d'accord.

Mais je vous préviens que ce n'est pas à « coup de philosophie » que nous la sauverons. Il faudra que les fusils s'en mêlent.

Maxime Ranko et l'ami Odilon ont également polémiqué sur la Plateforme. Ils se sont « bombardé » à coups de « révolution française ». J'espère qu'ils ne veulent pas la prendre comme exemple pour la chaîne. Ils se sont « balancé » des Dumouriez et des Kellerman à la figure pour justifier ou non la nécessité de « l'armée noire ». Eh bien ! mes amis, ne vous en faites pas, la révolution faite, la nécessité de la défendre nous mettra bien tous d'accord.

Bern

EN PROVINCE

BORDEAUX

La Sociale. — Il fut un temps où la ville de Bordeaux possédait un maire réactionnaire, se crût, dans l'obligation, de le remplacer, afin de jour parallèle d'un certain mieux être.

C'est ainsi, que le très mondain Philipart avec sa non moins mondaine suite, fut déporté d'une façon toute aristocratique, au profit des très sympathiques et ouvrières Marquet et autres gauchistes.

Hélas ! on pourra mieux dire, tant mieux, la municipalité bordelaise actuelle possède une partie éducation, et à la mérite de savoir le montrer.

Vous n'auriez tout de même pas voulu, quoi que son désir soit grand, de salaire ses administrés ; qu'elle fasse injure à sa précédente, par une tenue tant soit peu démocratique.

Ceci d'ailleurs, aurait été de la dernière des inconveniences et tenter une chose pareille, c'est bien mal connaître nos arrivistes représentants.

Aussi est-ce avec un ensemble touchant que nos fameux cartellistes embêtent le pas aux patriotes réactionnaires, tant au point de vue administratif qu'au point de vue répressif.

Le frais de transport augmenteront, ainsi que le prix du gaz et de l'électricité, pendant que l'assurance public (électrique) fut à peu près abandonnée.

Pour la venue de cet autre illustre funiste, Leon Jouhaux, Messieurs les fils se courront dans l'obligation de coûter sur des ouvriers qui chantent l'international.

Mais alors cette Internationale n'est donc plus l'hymne sacrée des confédérés et des S. F. I. O.

Ne croyez pas qu'ils se contentent de persécuter des adversaires de tendances, ils vont jusqu'à brutaliser les chômeurs.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à aller au bureau de l'Office municipal de placement ou après avoir subit vexations de toutes sortes, on parle de vous envoyer (je veux bien croire que c'est par simple esprit humainitaire) en prison, si l'on insiste pour réclamer son droit à la vie.

N'allez surtout pas croire, que le vieux proverbe : Il vaut mieux s'adresser à Dieu, qu'à ses apôtres soit en vigueur dans cette municipalité de frères parjures.

Voyez plutôt : A la fin de décembre 1926, un cimentier père de deux enfants, alla à la mairie pour demander du travail. Il s'adressa directement à sa majesté : Adrien.

Ce dernier après lui avoir dit qu'il était à lui dans un instant, s'empressa avec sa complicité coutumière de dépêcher deux espèces d'humains avariés, qui avec une révolte brutalement jetèrent notre camarade hors de la maison.

Comme on peut le voir, les officiers municipaux bordelais sont dans l'art de diriger le bon populo, et sont dignes de figurer parmi les chefs de la future Nation armée.

Honte à cette Municipalité de trahies, et pitié pour ceux qui la supportent sans rien dire.

Jean Roux.

HENDAYE

LA LUTTE EST ENGAGÉE

Grâce à un petit noyau de militants, les esclaves de la Maison Langlois viennent de se réveiller.

Dans ce chantier, cela marchait comme au bon vieux temps : une kyrielle de chefs, sous-chefs, aides-chefs s'érigaient en maîtres fœdus ; la majorité de travailleurs, composée d'Espagnols et Portugais, subissaient le joug des tyrans, sans rien dire.

Une réunion de chantier fut organisée, puis d'autres suivirent, tous les camarades d'autre Pyrénées furent touchés et s'affirmèrent nettement. Un cahier de revendications fut présenté et envoyé au patron à Paris. En attendant la réponse du seigneur, la sous-production fut décrite.

En attendant, quelques réformes, peut-être insignifiantes, mais tout de même réconfortantes au point de vue moral, furent acquises :

1° La paie se fait maintenant pendant l'heure de travail ;

2° Le patron promis qu'il n'y aurait plus de perte de temps en cas d'intempéries.

Les gars du chantier (à l'exception d'un groupe d'abonnés de la boîte) aspirent à un mieux-être, ils feront respecter la journée de 8 heures, réviser les salaires, exigeront une indemnité de déplacement pour les gars venant de Paris et un salaire uniforme pour tous nos frères espagnols et portugais.

L'unité d'action est en marche et c'est le syndicalisme qui vaincra.

Un groupe de copains.

HENDATE A L'INTERDIT

Un conflit ayant éclaté au chantier des Galeries Lafayette, à Hendaye, personne ne doit se diriger vers cette ville.

NIMES

DANS LE « GLOS », DU TRAVAILLEUR DU LANGUEDOC

Nous avons lu le soutien dans « Le Petit Bélicevick » beaucoup d'inépties et de petites saletés sur les anarchos. MM. les communistes refusent d'occuper d'eux-mêmes et nous allons le prouver par des faits précis :

1° Un secrétaire du Syndicat unitaire de l'habillement, ayant oublié ses doigts dans la caisse du Syndicat et n'ayant pas rendu ce qu'il y avait « emprunté », est blâmé, mais non exclu. Ce membre du parti des masses ayant reçu d'un patron de Nîmes une somme assez rondelette de l'ordre de la remettre à qui de droit. Le parti bolcheviste, s'érigera en défenseur de la propriété, exclut de son sein l'expropriateur. Aux lecteurs d'en tirer les conclusions.

2° Marseilles, le trésorier du Secours Rouge départemental, aimant la dame de pique, part pour un pays inconnu tenter la fortune. Parti sans adresse.

Alors, les bonnes poires ! ouvre donc les yeux. Nous vous parlerons une autre fois, du Club des Bélicomites du boulevard Sergent-Traïre.

Les Purseurs.

SAINT-ETIENNE

Groupe Anarchiste Communiste. — Aux travailleurs et travailleuses de Saint-Étienne et de la région. — Camarades, comme suite à notre

LIBRAIRIE SOCIALE INTERNATIONALE

Emile Pignot

LE LENDEMAIN DU GRAND SOIR

1 volume : 15 francs

Bernard Lecache

QUAND ISRAEL MEURT...

1 volume : 15 francs

Laurent Taillade

DISCOURS CIVIQUES

1 volume : 12 francs

Stéphane Manier

SOUS LE SIGNE DU JAZZ

1 volume : 12 francs

Romain Rolland

MÈRE ET FILS

2 volumes : 24 francs

Adresser toutes les commandes de librairie exclusivement à Ferandel, 72, rue des Prairies, cheques postal 586-65.

« Si je mourais demain !... »

Appel, nous avons le plaisir de soumettre à vous les statuts coordonnant les efforts de chacun vers le but de l'idéal anarchiste : « Etablir le communisme à base fédérative par le perfectionnement de l'être humain ».

Si nous avons réussi à vous intéresser à notre cause, n'hésitez pas à nous envoyer votre adhésion au siège, heureux de pouvoir vous donner tous les renseignements complémentaires que vous jugerez nécessaires à votre éducation sociale.

Voici les statuts du groupe :

Statuts adoptés par l'Assemblée générale constitutive du 34 décembre 1926
Denomination

Article premier. — Il est fondé à St-Etienne, un groupement d'éducation morale et d'action sociale sous la dénomination de : « Groupe Anarchiste-Communiste de Saint-Étienne ». Il est adhérent à l'Union Anarchiste-Communiste de langue française, dont le siège est à Paris.

Devoirs sociaux

Article 2. — Maximum de bien-être et de sécurité

But

Article 3. — Instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adapté à chaque époque.

Action

Article 4. — 1° Combattre les institutions politiques absolues, gardiennes des privilégiés inhumains et les multiples associations politiques, économiques ou financières dont le but est de maintenir et renforcer le système d'exploitation et d'esclavage de l'homme par l'homme.

2° Favoriser les organismes issus directement du peuple : coopératives, syndicats, etc., etc., qui appartiennent le rôle d'assurer l'économie fonctionnelle normale de la vie sociale à base libertaire, c'est-à-dire fédérative.

3° Apporter tous ses efforts par la propagande anarchiste pour réaliser le maximum de perfection individuelle pour tous ses membres et pour tous les êtres humains en général quel que soit leur sexe.

4° Observer quotidiennement les événements mondiaux ou nationaux, les étudier (dans ce qu'ils ont de mauvais) pour ne pas en être les victimes et agir toujours dans le sens d'un avenir meilleur.

Adhésions

Article 5. — Pouvoir faire partie du groupe tous les hommes, dames et jeunes gens des deux sexes. Ces derniers sous forme de section de pupilles.

Article 6. — Les membres adhérents au groupe s'engagent librement :

1° A payer une cotisation de 2 francs par mois. Ils ont la faculté de verser davantage s'ils le jugent nécessaire et selon leurs possibilités ; les pupilles pourront verser une cotisation moindre selon que leur situation sociale dans la vie est plus ou moins aisée.

2° D'être les irréductibles ennemis de toutes les dictatures ; celles d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, qu'elles découlent d'un principe religieux, scientifique, politique ou économique.

3° D'être partisan d'une organisation sociale dont tout le mécanisme reposera sur l'association libre des producteurs et des consommateurs en vue de la satisfaction de tous leurs besoins : économiques, intellectuels, affectifs, scientifiques, artistiques, etc...

4° De s'affirmer communistes-libertaires par le seul fait qu'ils reconnaissent partout et en tout lieu que la seule forme de Société qui peut assurer à tous et à chacun leur part égale de bien-être (notamment aux enfants, au vieillards, aux malades, aux moins doués) est le communisme libertaire.

5° D'être individualistes en ce sens que mettant tout en commun, ils donnent à chacun les possibilités matérielles de développer dans tous les sens et à leur gré leur individualité.

6° D'être solidaires les uns des autres dans l'action commune par l'entraide mutuelle ou toutes autres manières qu'ils jugeront utiles à seule fin de permettre à chacun d'agir selon ses idées.

Administration

Article 7. — Le groupe est administré par un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier, un trésorier-adjoint et trois administrateurs, dont un anarchiste. Une Commission de contrôle de trois membres est nommée une fois par an. Le Conseil a plein pouvoir.

Article 8. — Les jours de réunion sont les jeudis soirs à 20 h. 30 précises (autant que faire se peut) au siège. D'autres jours peuvent être désignés extraordinairement, selon les besoins adaptés aux événements qui peuvent survenir et intéresser le groupement et ailleurs qu'au siège.

Article 9. — Un Président de séance sera désigné pour coordonner la discussion.

Décisions

Article 10. — Les décisions sont prises d'un commun accord après discussions courtoises et détaillées. Tous les membres sont invités à donner leur point de vue personnel. Rien ne doit rester ignoré sur les questions inscrites à l'ordre du jour ou déposées sous la forme de questions diverses.

Démissions, Radiations

Article 11. — Les membres qui ne désirent plus faire partie du groupe sont entièrement libres. Ils ne sont pas tenus d'indiquer les motifs de leur démission.

Article 12. — Les membres qui jugeraient devoir se rebeller contre l'idéal anarchiste sont invités à se retirer du groupe. Toutefois, dans le cas où un ou plusieurs membres agiraient hypocritement, les membres adhérents se réservent d'appliquer les sanctions utiles à la bonne marche du groupement (qui est la recherche intégrale d'appliquer l'idéal anarchiste dans le monde) par l'exclusion, suspension, etc., etc.

Pour faciliter les camarades travailleurs en vue de leur adhésion probable nous donnons ci-dessous la composition du Conseil d'administration du groupe pour l'année 1927 :

Dubouchet Pierre, mineur.

Eyrand Régis, métallurgiste, secrétaire adjoint.

Garnier André, teinturier, trésorier adjoint.

Morel Marcel, chaudronnier, archiviste.

Poinard Francis, polisseur, secrétaire.

Saint-Antoine, organisateur artistique.

Soulier Eugène, typographe, trésorier.

Ce n'est plus que des discours, des promesses que nous avons consacrées les décisions du Conseil d'Orléans, mais par un commencement d'actes. A l'œuvre commune chacun dans sa fidélité et par l'harmonie dans la diversité des idées, apanage de l'idéal anarchiste.

P. Poinard et E. Soulier.

ON VOUS DIT...!

Au Havre, malgré la crise de chômage qui sévit d'une façon terrible, nous avons eu un magnifique succès.

De nombreux, très nombreux camarades ont répondu à notre appel.

L'organisation de la conférence fut excellente à tous les points de vue. Nos amis ont bien fait les choses.

Le terrain au Havre est propice, d'ailleurs, et d'agréables surprises nous sont réservées : Lacrière, Burgat, tous les camarades nous les préparent.

Le conférencier libertaire fut écouté avec une attention soutenue.

Un bolcheviste vint apporter la contradiction, toujours la même, à laquelle Sébastien Faure répondit avec précision et force détails.

Ensuite, notre bolcheviste ex-anar, qui n'a pu, dit-il, assimiler le « laïc anarchiste » à son jeune sang libertaire — souhaitaient-lui, en passant, qu'il tente avec plus de profit le biberon moscovite — voulut faire des observations à Sébastien en ce qui concerne son livre intitulé : « Mon Communisme, quelle drôle d'idée !

Il fut pris, magistralement mis, en flagrant délit d'ignorance la plus complète. Il ne fut pas plus heureux lorsqu'il voulut parler de la Grande Révolution française.

Cet « a » le bolcheviste ne fut pas bien brillant et, décidément, nous n'avons pas de chance jusqu'à ce jour... Enfin, ne désespérons pas, peut-être finirons-nous bien par trouver un communiste autoritaire un peu plus à la hauteur.

A la réunion du groupe, nous avons dissipé quelques malentendus. Après un échange d'idées fait dans une parfaite cordialité, chacun va se mettre à l'œuvre et la propagande s'en ressentira bientôt.

Et maintenant, à Brest.

P. L.

Réitez ces dates, camarades :

ITINÉRAIRE : Limoges, le vendredi 1^{er} avril ; Bordeaux, le lundi 4 avril ; Tours, le jeudi 7 avril ; Orléans, le vendredi 9 avril ; Lyon, le jeudi 21 avril ; Saint-Etienne, le samedi 23 avril ; Romans, le mercredi 27 avril ; Marseille, le samedi 30 avril ; La Ciotat, le lundi 2 mai ; Narbonne, le mercredi 4 mai ; Alès, le samedi 7 mai ; Béziers, le mardi 10 mai ; Perpignan, le jeudi 12 mai ; Toulouse, le samedi 14 mai ; Clermont-Ferrand, le mardi 17 mai. Ensuite, Lille et Lens.

LA VIE DE L'UNION

POUR COLOMER

Nous publierons la semaine prochaine la somme totale que nous avons reçue. Les camarades qui ont des listes sont priés de les faire entrer au plus vite.

AUX ABONNÉS DU JOURNAL

De nombreux abonnements sont arrivés à échéance. Les camarades recevront un chèque postal qu'ils n'oublieront pas de retourner pour le renouvellement.

POUR LES CONFÉRENCES SEBASTIEN FAURE

L'U. A. C. a décidé de faire paraître aux groupes le reste des manifestes du Congrès d'Orléans. Il leur est demandé de bien organiser la distribution et de faire un effort, si possible, pour couvrir les frais d'impression et d'expédition.

Comité d'initiative de l'U. A. C. — Lundi à 20 heures 30 précises, réunion. Ordre du jour très important.

AUX DEPOSITAIRES

C'est bientôt la fin du mois. N'oubliez pas que vous aurez à régler les numéros 100, 101, 102 et 103 avant le 5 avril....

PARIS-BANLIEUE

Jeunesse anarchiste-communiste. — Réunion mardi 29, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle. Présence de tous indispensables, importantes décisions à prendre.

Groupe des 5, 6, 13, 14. — Mardi à 20 heures 30, 163, boulevard de l'Hôpital.

10, 19^e et 20^e. — Le groupe se réunit mercredi à 20 heures 30, 9, rue Louis Blanc. Nous espérons que tous auront à cœur de venir.

P. S. : les camarades des 17^e et 18^e peuvent venir pour rendre le groupe plus fort.

15^e. — Demain vendredi, à 20 h. 30, rue Mademoiselle, 85, causerie sur « évolution, révolution et idéal anarchique » de Recus (suite).

Cordiale invitation à tous.

Les camarades, qui détiennent des livres du groupe depuis très longtemps, sont priés de nous les rapporter.

Groupe Régional Nord-Est Parisien. — Assemblée générale dimanche 27 mars, à 10 heures du matin, salle « Bal des Deux-Communes », à Bondy, 118, avenue de Rosny.

Dans l'intérêt de la bonne marche du Groupe Régional, que tous les camarades le composant soient présents.

Les lecteurs du « Libertaire », habitant la contrée, y sont invités.

Ansières. — Réunion jeudi 24, 11, rue Jean-Jaurès. Question très urgente à traiter. Causez à la camarade Ribeyron.

Livry-Gargan. — Le groupe, ayant décidé d'entreprendre une série de causeries éducatives et contradictoires, la première aura lieu au 9, de la rue de Meaux, le samedi 2 avril, à 9 heures, et sera faite par Roger sur : « Quelques dupages de la démocratie ».

Chichy-sous-Bois. — Le 26 mars, à 20 h. 30, « Au père Emile », aux 7-llles, grande conférence publique et contradictoire. Orateur : Laurent. Sujet traité : La Société libertaire.

Romainville. — Réunion du Groupe, le jeudi 24 mars, salle de la Coopé.

Que tous les copains soient présents.

Questions intéressantes à discuter.

Boulogne-Billancourt. — Réunion du groupe vendredi 25, à 20 h. 30, salle de l'intersyndical, 53, boulevard Jean-Jaurès. Compte rendu du G. I.

Groupe régional de Bezons. — Dimanche 27 mars, à 9 heures précises du matin, salle de l'ancienne mairie, à Bezons. Assemblée générale du groupe, tous les compagnons sont priés d'être présents. Ordre du jour important. — Le Groupe régional.

Ivry. — Samedi, réunion salle Forest, 50, rue de Seine, Ivry. Causerie : « Les Anarchistes doivent-ils s'organiser ? » Appel à tous les camarades de la région.

TRIBUNE FÉDÉRALE DU BATIMENT

LES CONSEILLERS MUNICIPAUX DE LA SEINE DILAPIDEURS DE FONDS PUBLICS ET LA CRISE DES HABITATIONS A BON MARCHÉ A PARIS !

Nous lisons dans le « Journal » du 18 mars 1927, en première page : « 74.200 demandes pour 7.000 logements dont la création est prévue d'ici le 31 décembre 1927 ».

Il n'y a pas bien longtemps nous lisions dans le journal « L'Œuvre », du 5 février 1927 : « Un fonctionnaire de la Préfecture de la Seine et un entrepreneur pris la main dans le sac ».

Tout le monde vit sur le marché du travail des habitations à bon marché, et le populo se pose encore la question : Pourquoi les habitations à bon marché reviennent-elles cher ?

La Fédération du Bâtiment déclare qu'il ne peut y avoir de maisons à bon marché bien construites dans les règles de l'art, tant que ces profiteurs, ces aigréfins, ces exploiteurs, etc., seront à l'affût des adjudications, que la politique des pots de vin ne sera pas abolie.

Comment les supprimer ?

Nous allons indiquer un moyen, mais à l'avance nous savons qu'il ne sera pas retenu par les Pouvoirs publics qui ont tant d'individus, que l'on désigne sous le nom de « courtiers politiques », à caser ou à faire manger pour les luttes électorales prochaines.

Voici notre initiative.

Considérez qu'il sévit sur la place de Paris une crise intense de logements, il y a lieu pour remédier à cette crise d'édifier des constructions nouvelles et, ce dans le plus bref délai possible.

Considérez que parallèlement à cette crise du logement, sévit, contrairement à ce qui devrait exister, une crise de la construction, il y a lieu d'examiner les causes qui produisent de si anormaux effets.

Si la crise du logement est en partie due à la surpopulation de la ville de Paris, elle est également due, en grande partie, à la spéculation sur les loyers aussi nafaste que l'accaparement des denrées alimentaires.

La crise de la construction est la résultante directe de l'accaparement d'une part, qui tend, par la raréfaction des logements, à peser lourdement sur le marché des loyers et, d'autre part, à la cherté des matières premières utilisables en construction, qui fait que le capitaliste, qui craint la taxation des loyers, hésite à engager des capitaux dans une entreprise qui sait pour lui d'un rapport infime entre production et prix.

En présence des difficultés du problème, tel qu'il se présente, la Commission intersyndicale a estimé que si, en ce qui concerne l'accaparement des logements, elle ne pouvait que protester auprès des Pouvoirs publics pour prendre des sanctions efficaces à l'encontre des bénéficiaires de cet accaparement d'un nouveau genre, elle pouvait au contraire, en ce qui concerne l'édification de constructions nouvelles, apporter un concours efficace, tangible, dénué de tout esprit de lucre, concours absolument désintéressé et conforme à son esprit de réorganisation sociale.

Saint-Denis. — Réunion du groupe, vendredi 25 à 8 h. 30, 4, rue Sugier.

Il gruppo Gli amici dell' U. A. I. si riunirà sabato prossimo alle ore 9 al salito locale. Continuazione sulla Piattaforma e relazione dei delegati sulla conferenza internazionale. I compagni aderenti sono invitati a esser puntuali.

PROVINCE

Groupe libertaire du Havre. — Le groupe présente les lectures du Libertaire de prendre leur journal au petit kiosque de la place Gambetta, au lieu du kiosque de l'Hôtel de Ville et du librairie de la rue Victor-Hugo, ces dépôts vont être supprimés à partir du mois d'août.

Tous les mercredis, réunion du groupe, 2^e étage, cercle Franklin, organisation du meeting Sacco-Vanzetti pour le mardi 8 avril ; retenir ses places huit jours d'avance du congrès. Orateurs : Georges Pioch, Corcos, Longuet, Léon Meyer, participation aux frais, 1 fr. 50. — R. L.

Tours. — Les compagnons se réunissent à la Bourse du Travail, 35, rue Bretonneau, tous les mercredis, à 20 h. 30.

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 30 mars.

En vue de la bonne réussite de la conférence Sébastien, les compagnons se feront un devoir d'être présents pour les derniers préparatifs.

Toulouse. — Tous les camarades et sympathisants sont prévenus que les réunions du groupe n'auront lieu que le mercredi à 20 heures 30 contre Tricheux, rue du Peyrou, 16. Nous espérons que, nombreux seront les camarades qui répondront à notre appel car les difficultés de l'heure présente obligent à respecter les devoirs que se doivent tous les hommes qui veulent la disparition du régime actuel.

Roubaix et environs. — Groupe d'Etudes Sociales Populaire F. Ferrer.

Samedi 26 mars 1927 à 19 h. 30, 2, boulevard de Strasbourg, salle du 1^{er} étage.

Causerie sur le sujet suivant :

La lutte des classes, son rôle et sa portée.

Orléans. — Tous les lecteurs du Libertaire sont priés de s'abonner s'ils veulent recevoir leur journal à partir de cette semaine.

Rennes. — Anarchistes sympathisants, vous assistez tous à la causerie qui aura lieu le samedi 26 mars, à 8 heures 1/2, 42, rue des Moulines, 1^{er} étage, au fond de la cour.

Suit : La plateforme ? Pour où contre. Orateur Honoré, contradicteur assuré. Samedi après-midi, permanence bibliothèque Journaux. La salle de lecture est ouverte à tous.

Pour les cours d'Espéranto, s'adresser à la permanence.

Saint-Nazaire : Les libertaires seuls capables d'une protestation sérieuse seraient-ils enfoncés si profondément dans leur trou qu'ils ne puisse sortir ? Espérons que non et c'est à dire comme nous autres il y a des hommes, c'est-à-dire des communistes libertaires qui vont enfin s'éveiller pour prendre une part active à l'action commune. C'est leur devoir.

Ils répondront sans attendre à l'appel courageux de notre excellent et dévoué camarade Joseph Chapin, de Rennes, voulant dénoncer de groupes les centres de Bretagne. Il faut forcer de suite un groupe libertaire à Saint-Nazaire.

Sur 40.000 habitants il doit bien s'y trouver eu moins une poignée de camarades dignes de ce nom.

Autrement ça serait triste ! Je leur donne rendez-vous tous les samedis soirs entre 8 et 9 heures au Café des Glacières, rue des Caboteurs.

Pour ceux préférant me voir à domicile, où m'écrire, voici mon adresse : Elle Mottard,

27, rue Fernand Gasnier, à St-Nazaire-s-Loire, Loire-Inférieure.

NECROLOGIE

Anuncio ai compagni italiani della ferale mortizia della morte dell'apprezzato compagno Carlo Fumagalli, spentosi nel Sanatorio di Garbagnate (Italia) dopo è lunga penosa malattia.

Con dolore dell'indimenticabile scomparsa.

Con preghiera della stampa nostra della pubblicazione.

Les trois éléments pour construire
à bon marché

Les Pouvoirs publics, les architectes, les ouvriers.

Ces trois branches de la construction peuvent former une commission intersyndicale.

voulant concevoir pour la présente les besoins immédiats de l'heure, les intérêts du pays, du département, de la commune, en même temps que les intérêts de la classe ouvrière tout entière sans faire abstraction de ses principes et de ses aspirations syndicales.

Vu que la plupart des mal-logés, mal-logés, sont des travailleurs et y a urgence à donner à chaque famille un logement convenable.

Nous répondons présent pour cette œuvre à réaliser. Tout d'abord, le Comité intersyndical du bâtiment qui dans la pratique, jouerait le rôle d'un comité d'études et d'entreprises du bâtiment, se refuse nettement à se constituer en association à base capitaliste et ayant pour but la récupération des bénéfices.

Il adjure nos camarades chinois de rester toujours maîtres de leur mouvement et il les invite de ne se mettre, à quelque moment que ce soit, sous le joug d'un parti politique quelconque, lequel ne pourra, en aucun cas, assurer leur libération totale, qui ne peut être que l'œuvre propre des prolétaires chinois.

Le Congrès adresse au prolétariat chinois, en lutte pour son émancipation, l'expression de sa solidarité pleine et entière. Il se déclare prêt à entreprendre toute action que les événements pourraient nécessiter pour assurer la victoire des révolutionnaires chinois sur les exploitants de tous les pays et du leur.

Il adjure nos camarades chinois de rester toujours maîtres de leur mouvement et il les invite de ne se mettre, à quelque moment que ce soit, sous le joug d'un parti politique quelconque, lequel ne pourra, en aucun cas, assurer leur libération totale, qui ne peut être que l'œuvre propre des prolétaires chinois.

Contre les persécutions exercées dans tous les pays contre les travailleurs en lutte pour leur libération. Il proteste plus particulièrement en faveur des puissances en Chine, alors que ce pays s'efforce de reconquérir son indépendance en échappant au joug politique et économique de ces puissances qui cherchent, contre tout droit, à maintenir ce grand pays en état permanent d'esclavage.

Le Congrès adresse au prolétariat chinois, en lutte pour son émancipation, l'expression de sa solidarité pleine et entière. Il se déclare prêt à entreprendre toute action que les événements pourraient nécessiter pour assurer la victoire des révolutionnaires chinois sur les exploitants de tous les pays et du leur.

Il adjure nos camarades chinois de rester toujours maîtres de leur mouvement et il les invite de ne se mettre, à quelque moment que ce soit, sous le joug d'un parti politique quelconque, lequel ne pourra, en aucun cas, assurer leur libération totale, qui ne peut être que l'œuvre propre des prolétaires chinois.

Le Congrès déclare que la C. G. T. S. R. devra envisager toute demande d'unité d'action sur le plan corporatif qui pourrait lui être adressée par l'une ou l'autre C. G. T. ou les deux à la fois, en vue d'une action défensive ou offensive, et concernant les intérêts immobiliers des travailleurs (salaires, 8 heures, etc.).

Le cas échéant, la nouvelle C. G. T. ne devra pas hésiter à provoquer elle-même cette unité d'action. Le Congrès entend, toutefois, que le nouvel organisme ne participe qu'à une action exclusivement syndicale.

Ces précisions nécessaires apportées, le Congrès n'en considère pas moins que l'unité organique du prolétariat ne deviendra possible sur le terrain syndical qu'après la révolution.

4^e Contre l'application de la contrainte par corps aux travailleurs frappés dans leur action de classe dans tous les domaines. Il demande l'abolition immédiate de ce moyen de répression moyenâgeux, dont la survie est une honte pour une société moderne.

Solidaire de tous ceux qui luttent contre la réaction, l'oppression et l'exploitation, le Congrès de la 1^{re} Région de la C.G.T.S.R. se déclare à ce sujet.

1^{re} Contre l'intervention des puissances en Chine, alors que ce pays s'efforce de reconquérir son indépendance en échappant au joug politique et économique de ces puissances qui cherchent, contre tout droit, à maintenir ce grand pays en état permanent d'esclavage.

Le Congrès déclare que la C. G. T. S. R. devra envisager toute demande d'unité d'action sur le plan corporatif qui pourrait lui être adressée par l'une ou l'autre C. G. T. ou les deux à la fois, en vue d'une action défensive ou offensive, et concernant les intérêts immobiliers des travailleurs (salaires, 8 heures, etc.).

Le cas échéant, la nouvelle C. G. T. ne devra pas hésiter à provoquer elle-même cette unité d'action. Le Congrès entend, toutefois, que le nouvel organisme ne participe qu'à une action exclusivement syndicale.

Ces précisions nécessaires apportées, le Congrès n'en considère pas moins que l'unité organique du prolétariat ne deviendra possible sur le terrain syndical qu'après la révolution.

Le Congrès déclare que la C. G. T. S. R. devra envisager toute demande d'unité d'action sur le plan corporatif qui pourrait lui être adressée par l'une ou l'autre C. G. T. ou les deux à la fois, en vue d'une action défensive ou offensive, et concernant les intérêts immobiliers des travailleurs (salaires, 8 heures, etc.).

Le cas échéant, la nouvelle C. G. T. ne devra pas hésiter à provoquer elle-même cette unité d'action. Le Congrès entend, toutefois, que le nouvel organisme ne participe qu'à une action exclusivement syndicale.

Ces précisions nécessaires apportées, le Congrès n'en considère pas moins que l'unité organique du prolétariat ne deviendra possible sur le terrain syndical qu'après la révolution.

Le Congrès déclare que la C. G. T. S. R. devra envisager toute demande d'unité d'action sur le plan corporatif qui pourrait lui être adressée par l'une ou l'autre C. G. T. ou les deux à la fois, en vue d'une action défensive ou offensive, et concernant les intérêts immobiliers des travailleurs (salaires, 8 heures, etc.).

Le cas échéant, la nouvelle C. G. T. ne devra pas hésiter à provoquer elle-même cette